Gilles Leclair, préfet délégué à la sécurité de Marseille : “Une ville pauvre, qui souffre de 50 ans d’immigration et de tradition de banditisme”

07/08/2011 à 11h55

Le préfet délégué à la sécurité dans les Bouches-du-Rhône répond aux questions de La Provence. Il est arrivé dans une ville où, en matière de sécurité, rien ne va plus depuis un bout de temps. Ses prédécesseurs concédaient volontiers que Marseille était “une ville violente, partout” et le procureur de la République, Jacques Dallest, a même comparé certains quartiers aux favelas, à Rio.

Entre les gamins qui se tuent à coups de rafales de kalachnikov au pied des cités, les braqueurs qui n’hésitent pas à pointer une arme sur un enfant de 8 ans pour dévaliser un restaurant de l’Estaque, ou encore un automobiliste qui poignarde un piéton à la porte d’Aix et, à la Busserine, un homme qui tire sur un jeune cambrioleur, ces derniers mois nous ont livré la palette complète des faits-divers les plus noirs. Sans oublier un incivisme grandissant et une petite délinquance qui prospère aux quatre coins de la ville.

(…)

Conscient que “Marseille, ce n’est pas le paradis”, Gilles Leclair, préfet de police, avance néanmoins quelques arguments au regard de certains chiffres : la délinquance a sensiblement baissé et la mise en place des “patrouilleurs” dans les quartiers sensibles commence même à porter ses fruits.

“Mais je ne résoudrai pas à moi tout seul les difficultés liées à une ville pauvre, qui souffre de 50 ans d’immigration et de tradition de banditisme, martèle Gilles Leclair, un brin fataliste.

Je ne suis ni le sauveur, ni Jésus Christ”. On l’aura donc compris, le préfet de police ne fera pas de miracle. Il n’en a pas les moyens.

(…)

L.P : Malgré les opérations coup-de-poing de cet hiver, la drogue et les trafics sont toujours aussi présents dans les cités…

G.L. : “On part de loin. Nous n’avons jamais eu la prétention de faire stopper tous les trafics. Mais on fait du travail de terrain. **À Marseille, il n’y a pas de zone de non-droit.**”

(…)

L.P. : Pourquoi ne pas remettre les commissariats dans les cités ?
G.L. : **“Ce n’est pas d’actualité et je ne suis pas sûr qu’on y revienne. Il faut penser à la sécurité des policiers !** Néanmoins, j’aimerais bien qu’on y retourne…”

La Provence